



SciencesPo.

CSO
CNRS

**Les quatre projets retenus par
le «Conseil externe de la direction scientifique»
(*Scientific Advisory Board - SAB*) de Sciences Po**

Ce Conseil, destiné à aider la Direction scientifique dans l'allocation des fonds prévus pour le développement des priorités de recherche de Sciences Po est composé de membres extérieurs à Sciences Po.

ECOPOL : Entre État, Expertise et Marché : dynamiques d'institutionnalisation des marchés interstitiels de la Santé. Le cas du marché européen des alicaments

[Etienne Noguez](#), [Henri Bergeron](#) et [Patrick Castel](#)

À travers ce projet de recherche, nous entendons retracer la dynamique, jusqu'ici peu explorée, d'institutionnalisation de marchés de produits ou de pratiques (les alicaments, les dispositifs médicaux, les politiques de prévention de l'obésité) dont le statut thérapeutique, juridique et économique ainsi que les modalités de mise en marché sont profondément incertains. D'importantes controverses apparaissent au sein des arènes politiques, scientifiques, industrielles et professionnelles.

En raison du flou qui caractérise les qualités thérapeutiques de ces produits et la structure de leur marché, les alicaments nous offrent plus particulièrement la possibilité d'observer les jeux d'alliance et de concurrence entre des acteurs étatiques (États Membres, Commission Européenne), des experts scientifiques (en particulier ceux de l'Agence Européenne de Sécurité Sanitaire des Aliments et de son homologue française) et des acteurs du marché (entreprises agro-alimentaires et pharmaceutiques, consommateurs et professionnels de santé).

Nous souhaitons initier le premier et principal volet de cette étude qui portera sur les relations entre l'Agence Européenne de Sécurité Sanitaire des Aliments, la Commission Européenne, les États-Membres et les Industriels autour de la régulation des allégations-santé concernant les aliments.

ECOPOL : Sociologie historique de la gouvernance des firmes en France, 1830-2010

[Claire Lemerrier](#) et [Pierre François](#)

Ce projet s'inscrit dans un ensemble d'études internationales en plein renouvellement, celui des *interlocking directorates*. Il s'agit de l'étude des cumuls de positions dans des conseils

d'administrations d'entreprises, de leurs causes et de leurs effets, et notamment de leurs liens avec les transformations de la gouvernance des firmes.

Nous proposons la première étude du genre portant sur la France et sur une très longue durée. Notre recherche vise à rendre compte de la transformation, au cours des deux derniers siècles, des grandes orientations stratégiques des firmes françaises et de leurs choix en matière d'organisation.

Cette transformation doit être éclairée par les redéfinitions juridiques des luttes concurrentielles et les transformations de l'actionnariat, mais aussi par l'analyse des modes d'accès aux positions dirigeantes dans les firmes.

POLGLOB Law and Economic Governance during Two Eras of Globalization

[Claire Lemerrier](#) et Jérôme Sgard (CERI)

De façon à approfondir notre compréhension du rôle du droit dans le contexte présent de globalisation des échanges, ce projet se propose de répondre aux questions suivantes en comparant le rôle du droit au cours de la première globalisation (1919-1936) et de la seconde (1990-).

Comment envisager, dans le domaine économique, les relations entre le rapport interne et constitutionnalisé au droit et au jugement et sa forme externe et anarchique ?

Quelles stratégies les États, mais aussi les acteurs et les groupes de pression privés ont-ils développés à ce propos au cours de ces deux périodes? Comment se sont positionnées les organisations internationales – relativement frêles et peu nombreuses dans l'entre-deux-guerres, mais omniprésentes aujourd'hui ?

Enfin, comment peut s'envisager sur cette base une notion de bien public ou d'intérêt commun, qui seraient émancipés des intérêts particuliers des États, des entreprises ou des militants ?

Ce projet vise à organiser deux conférences, l'une à Sciences Po, l'autre à Northwestern University.

ECOPOL Une analyse sociologique des programmes de lutte contre l'analphabétisme financier

[Jeanne Lazarus](#)

Les sociétés des pays développés sont marquées par la financiarisation, qui touche les sphères économiques, l'organisation sociale, mais également les finances domestiques et multiplie les risques auxquels les individus doivent faire face. Pour les en protéger se développent depuis une dizaine d'années de grands programmes destinés à améliorer la « financial literacy » (ou éducation financière) des populations des pays développés, financés par des acteurs publics et privés.

Ce projet vise à établir une grammaire de l'éducation financière et au-delà de la façon dont est pensée et justifiée la mise en contact des populations avec la finance de marché. Quelles sont les bonnes manières de faire avec l'argent ? Existe-t-il un pluralisme des normes monétaires ou les contraintes de la vie quotidienne financiarisée sont-elles tellement

puissantes qu'une seule voie doit être suivie – et enseignée – pour ne pas connaître de défaillance financière ?

Cette enquête réunira trois types de sources : d'abord la description d'initiatives précises destinées à éduquer la population à la finance ; ensuite la lecture des nombreux travaux de recherche appliquée (en économie pour la plupart) traitant de ce sujet ; enfin l'analyse du réseau d'expert international de l'alphabétisation financière. Si l'enquête est initialement centrée sur la France, elle ambitionne de suivre ces projets qui sont transnationaux.

Retrouvez les actualités du CSO sur www.cso.edu